

Débordés et inquiets pour leur statut

Les directeurs (trices) d'écoles primaires sont au bord de la crise de nerf. Noyés dans les tâches administratives, confrontés à la réduction des moyens, ils tirent la sonnette d'alarme.

« C'est difficile de nous libérer le mercredi matin. On en profite généralement pour nous mettre à jour » commente une directrice d'école, pour justifier la faible participation - une quinzaine seulement sur les 450 directeurs (trices) exerçant dans le département - à l'assemblée générale organisée, mercredi matin, par le syndicat SNUipp-FSU à Mulhouse.

L'objet de cette réunion était de faire le point alors que la grogne commence à monter dans cette profession « qui a tendance à prendre sur elle, mais en est arrivée à un point où elle n'en peut plus » remarque un directeur.

En cause, les tâches administratives de plus en plus pesantes. « Depuis la rentrée, on reçoit jusqu'à 10 circulaires par jour, c'est du jamais vu. Entre la diffusion, la lecture et la réponse on perd un temps fou, qui s'ajoute encore à tout le reste » note Amaury Schiffli, secrétaire départemental du SNUipp.

Du bénévolat

« Grâce à l'informatique, on reporte sur nous le travail administratif effectué autrefois dans les inspections d'académie » suggère une directrice, qui énumère les nombreuses données à faire remonter : sur les effectifs, l'aide personnalisée, sans oublier les évaluations de plus en plus nombreuses.

En 2006, les directeurs (trices) d'école du Haut-Rhin avaient obtenu de l'aide administrative grâce au 120 emplois de vie scolaire (EVS). « Mais à la rentrée dernière ils sont retombés à 40. Et cette année, on en aura que 30. » Autant dire que tout le monde ne sera pas servi.

De plus en plus, les directeurs (trices) d'école ont le sentiment de faire du bénévolat. Et pas seulement ceux qui font cours à temps plein (dans les écoles de moins de 4 classes), également chez ceux qui sont totalement déchargés des cours (écoles de 14 classes et plus).

Autre sujet de préoccupation : l'avenir de leur fonction. Certains voient se profiler une réforme qui la ferait purement disparaître. « On serait remplacé par des chefs d'établissements, les écoles seraient regroupées. Ce serait la fin de ce lien de proximité qu'on entretient avec les élèves, les parents, la mairie et qui enrichit notre travail » explique une directrice.

Le SNUPipp-FSU 68 va demander une entrevue à l'inspectrice d'académie, Maryse Savouret dans les plus brefs délais. D'autres actions, comme la grève administrative, sont aussi envisagées.

Valérie Freund